

Rapport

Comité d'accréditation de l'ACPAP

Maîtrise ès arts

(politique publique et administration)

Université Ryerson

Août 2008

RÉSUMÉ DU RAPPORT

Comité d'examen d'accréditation de l'ACPAP pour le programme de maîtrise ès arts en politique publique et administration, Université Ryerson

Vic Pakalnis, Paul Pross et Filippo Sabetti (président)

RECOMMANDATION

Le Comité d'examen recommande à l'unanimité que le programme de maîtrise ès arts en politique publique et administration de l'Université Ryerson obtienne l'accréditation pour une période complète de sept ans.

POINTS FORTS

L'Université Ryerson possède de nombreux points forts qui lui confèrent une place de choix parmi les établissements d'enseignement supérieur situés dans l'environnement urbain le plus diversifié du Canada. Nous suggérons à l'université de tirer parti de ces avantages afin de donner au programme de maîtrise ès arts en politique publique et administration une place unique parmi les programmes offerts au Canada.

1. Le programme s'appuie sur quarante-cinq années d'expérience dans l'enseignement de l'administration publique dans le cadre de son programme de premier cycle.
2. Le programme fait l'objet d'évaluations internes périodiques louables. Il est sensible à la nécessité de mettre en place des mécanismes d'autocorrection.
3. Nous avons constaté un engagement et un dévouement forts de la part du corps professoral pour faire fonctionner le programme et le rendre excellent.
4. Les questions abordées dans le cadre de cours spécifiques sont, à bien des égards, parfaitement adaptées à l'étude de l'administration publique dans l'environnement urbain du Grand Toronto. Les cours sont bien conçus et offrent aux étudiants une littérature riche et de nombreuses occasions d'explorer le domaine.
5. Plusieurs cours sont explicitement comparatifs, s'appuyant sur l'expérience des pays en développement ainsi que des démocraties industrialisées.
6. Le corps professoral entretient de bons réseaux avec les autorités provinciales et municipales ainsi qu'avec les secteurs de l'immigration, du logement et de l'établissement. Les contacts avec le gouvernement fédéral prennent de plus en plus d'importance.
7. Le corps professoral est généralement jeune, dynamique et engagé dans la recherche universitaire. Il est bien équilibré, comptant dans ses rangs un certain nombre d'anciens praticiens.
8. Le programme bénéficie d'un soutien important de la part de l'université.

RECOMMANDATIONS D'AMÉLIORATION

Nous formulons des recommandations d'amélioration en gardant à l'esprit que nous voulons laisser autant de latitude que possible à Ryerson pour combler les lacunes du programme de la manière qu'elle juge la plus appropriée à son mandat.

1. Nous recommandons que les étudiants acquièrent des connaissances de base plus solides sur la manière dont les gouvernements sont officiellement organisés, sur les pouvoirs qui leur sont conférés par la législation et sur les processus d'élaboration des politiques, de prise de décision, de mise en œuvre des programmes, de gestion des programmes et de gestion des ressources humaines.
2. Nous suggérons aux enseignants de revoir les cours fondamentaux dans le but à long terme de créer des cours plus spécialisés sur la structure et l'organisation du gouvernement, la gestion des ressources humaines et l'utilisation de méthodes quantitatives dans l'élaboration et la gestion des politiques.
3. Nous recommandons que le cours sur les « Défis éthiques et de gouvernance » devienne un élément central du programme.
4. Nous recommandons d'ajouter au programme un cours dans le domaine du droit administratif et de la réglementation.
5. Le cours sur la gouvernance urbaine est une excellente introduction à ce domaine. Il serait possible d'en faire beaucoup plus pour exposer les étudiants aux questions liées à l'organisation de la gouvernance urbaine et à la gestion des ressources humaines et financières.
6. Nous suggérons d'accorder une plus grande attention aux institutions nationales et fédérales, aux questions relatives à la place du Québec au Canada, au régionalisme et aux affaires autochtones.
7. Il existe un besoin manifeste de cours sur les organisations du tiers secteur, en particulier sur la gestion et l'organisation des organisations à but non lucratif, mais aussi sur le rôle que jouent les groupes d'intérêt spéciaux et les organisations bénévoles dans les processus politiques et sur la manière dont leur capacité politique est développée et exploitée.
8. Bien que nous ayons trouvé la culture militante du programme intéressante et stimulante, nous recommandons d'offrir aux étudiants une plus grande exposition aux ouvrages classiques sur la politique de la bureaucratie, l'administration publique démocratique et les politiques publiques.
9. L'université devrait mettre à la disposition des étudiants, des enseignants et de l'administration du programme un lieu unique.

RAPPORT

Comité d'accréditation de l'ACPAP

Programme de maîtrise ès arts en politique publique et administration

Université Ryerson

12 août 2008

Vic Pakalnis, Paul Pross, Filippo Sabetti (président)

Introduction

Le Comité d'examen de l'accréditation de l'Université Ryerson (le comité) a été créé en février 2008, à la suite d'une résolution du conseil d'accréditation de l'ACPAP présidé par le Dr Leslie Pal. Le comité était composé de Vic Pakalnis, boursier Amethyst en études politiques à l'Université Queen's et directeur régional pour l'est de l'Ontario au ministère du Travail, du Dr Paul Pross, professeur émérite, École d'administration publique, Université Dalhousie; et le président du comité, Filippo Sabetti, professeur, Département d'études politiques, Université McGill.

Chaque membre du Comité d'examen de l'accréditation reçu trois volumes de documents pertinents de l'Université Ryerson en avril 2008. Ces documents comprenaient le volume 1, intitulé « Le programme », le volume 2, intitulé « CV des enseignants », et le volume 3, intitulé « Annexes », qui comprenait les plans de cours. La table des matières du volume 1 est jointe à titre de pièce A au présent rapport.

Le comité a communiqué par courriel et s'est réuni par téléconférence pour examiner les principes de l'accréditation fondée sur la mission et pour discuter et évaluer les informations fournies. L'évaluation est fondée sur les critères du programme proposés par l'école elle-même, et le comité a discuté de la meilleure façon de rendre compte de la conformité du programme à ces critères et de proposer des améliorations, le cas échéant. Il a été décidé qu'une visite sur place était essentielle pour que le comité puisse remplir son mandat. À la suite d'une série d'échanges par courriel et de téléconférences, le Comité d'examen de l'accréditation a ciblé un certain nombre de domaines qui, selon lui, devraient être abordés lors d'une visite sur place à l'Université Ryerson. La visite a eu lieu le 20 mai 2008. Compte tenu de la nécessité de mener le processus d'accréditation de la manière la plus économique possible, seuls Filippo Sabetti et Vic Pakalnis ont effectué cette visite. L'autre membre du comité, le professeur Pross, a approuvé cette décision.

Janet Lum et John Shields, codirecteurs du programme d'études supérieures en politique publique et administration à l'Université Ryerson, ont organisé une journée complète de réunions avec le doyen de la faculté des arts, le doyen des études supérieures, le chef de département, des membres du corps professoral et 20 étudiants.

Le comité a rendu des recommandations et des suggestions à l'unanimité.

Programme ¹

L'Université Ryerson offre une maîtrise ès arts en politique publique et administration par l'intermédiaire du département de science politique et d'administration. Le programme a été lancé en septembre 2005. Il comprend trois options : une option avec thèse, une option avec projet de recherche majeur et une option avec cours seulement. Le programme accepte des étudiants à temps plein et à temps partiel. Le programme est relativement nouveau, mais, comme l'a rappelé le corps professoral au comité lors de la visite sur place, il s'appuie également sur quarante-cinq ans d'expérience dans l'enseignement de l'administration publique dans le cadre de son programme de premier cycle. L'université développe également un programme de doctorat en politique publique et administration qui sera lancé en 2009.

La mission déclarée du programme est la suivante :

Offrir un programme d'enseignement de haute qualité et pertinent sur le plan professionnel, qui reconnaît le caractère unique de la fonction publique et son rôle dans la gouvernance démocratique, aux étudiants à temps plein qui envisagent une carrière dans les secteurs public, parapublic et tertiaire, ainsi qu'aux étudiants à temps partiel déjà en poste dans la fonction publique et souhaitant poursuivre leurs études. (vol. 1, p. 3)

Il vise également à intégrer les domaines de la politique publique et de l'administration publique afin de refléter les réalités théoriques et pratiques du développement, de la mise en œuvre et de l'analyse politiques.

Le programme a fait l'objet d'auto-évaluations internes continues et louables. Ces auto-évaluations comprennent des forums et des sondages. Le comité a également reçu des preuves d'évaluations périodiques des domaines du programme depuis 2004 (vol. 1, p. 6-14). Une importante évaluation a été menée par le Conseil des études supérieures de l'Ontario en 2004 avant que celui-ci n'approuve le programme de maîtrise en politique publique et administration publique. Elle a permis de cerner les enjeux suivants :

1. Pertinence de la composante recherche du programme en ce qui concerne le cours sur les méthodes de recherche et la composante recherche pour les étudiants qui choisissent l'option cours uniquement;
2. La relation entre le contexte politique et les structures d'élaboration des politiques d'une part, et la gestion et la mise en œuvre des programmes d'autre part, dans le cadre des attentes des étudiants et de l'évolution du programme, par exemple en matière d'économie;

¹ Les trois volumes de la soumission de Ryerson sont disponibles sur le site web du Conseil d'accréditation de l'ACPAP.

3. Financement des étudiants (par exemple, la distinction entre « l'option de recherche à temps plein du programme » et les autres étudiants);
4. Résultats de l'exercice de « jugement académique strict » du programme concernant les crédits transférés pour les cours non académiques ou en cours d'emploi;
5. Nécessité de renforcer la présence de la composante éthique dans le programme d'études.

Les cinq points ont été abordés dans le mémoire soumis au Comité d'examen d'accréditation de l'ACPAP. Le comité a déterminé que les points spécifiques soulevés lors de l'examen de 2004 ont été traités de manière adéquate, à l'exception du point n° 2 qui traite de l'exemple spécifique soulevé (économie), alors que nous estimons que davantage devrait être fait au niveau de l'interface entre la formulation et la mise en œuvre des politiques en général. Ce point est abordé dans les « Recommandations d'amélioration » du comité d'examen.

En plus de tenir compte de l'examen interne et de celui du Conseil, nous avons estimé qu'étant donné la nouveauté du programme, il serait plus approprié de proposer des suggestions pour son développement futur plutôt que d'insister sur le strict respect d'une liste préétablie de caractéristiques que l'on pourrait s'attendre à trouver dans un programme établi de longue date.

Nous avons constaté un engagement fort de la part du corps professoral pour faire fonctionner le programme et le rendre excellent. Il ne fait aucun doute que les objectifs spécifiques du master en politique publique et administration publique sont atteints. L'équipe d'évaluation est satisfaite que les deux domaines de la politique publique et de l'administration publique soient abordés. Les cours consacrés à l'analyse et à l'élaboration des politiques constituent une introduction appropriée à ce domaine. Mais cela ne veut pas dire que tout est parfait. Nous proposons des suggestions d'améliorations à apporter à ce programme déjà très bon.

Dans le *rapport d'évaluation* (volume I des trois volumes soumis), le programme est décrit comme suit :

Pour les étudiants à temps plein et à temps partiel, le master en politique publique et administration publique exige la réussite de 10 cours (4 cours obligatoires et 6 cours optionnels) ou l'équivalent pour les étudiants qui choisissent l'option cours. Outre l'option cours, les étudiants peuvent choisir l'option projet de recherche majeur (équivalent à 2 cours) ou l'option mémoire de master (équivalent à 4 cours). Les étudiants peuvent terminer le programme en 12 à 24 mois, selon le parcours d'apprentissage qu'ils ont choisi (figure 11). La flexibilité du programme est conçue pour permettre aux étudiants de personnaliser leurs études en fonction de leurs objectifs éducatifs, de leur situation personnelle et de leur contexte professionnel. Le programme complet choisi par l'étudiant doit être terminé dans les cinq ans suivant son inscription. (Vol. I, p. 51. Voir pp. 51-54 pour une description plus complète du programme).

Le programme propose dix-sept cours magistraux et séminaires sur l'administration publique, ainsi qu'un stage sur le terrain (Volume III, p. 113). Les sujets abordés sont d'actualité et les questions traitées dans le cadre des cours spécifiques sont, à bien des égards, parfaitement adaptées à l'étude de l'administration publique dans le contexte urbain du Grand Toronto. Les cours sont bien conçus et offrent aux étudiants une documentation abondante ainsi que de nombreuses occasions d'explorer ce domaine.

Plusieurs cours sont explicitement comparatifs, s'appuyant sur l'expérience des pays en développement ainsi que des démocraties industrialisées. Cette caractéristique n'est pas unique aux programmes d'administration publique canadiens, mais elle est quelque peu inhabituelle et mérite d'être encouragée. On pourrait inclure dans ce groupe le cours sur « Le gouvernement axé sur les citoyens et la mondialisation » (PA 8201). Dans sa structure actuelle, ce cours stimulant peut intéresser davantage les étudiants qui s'intéressent aux études sur le développement que ceux qui envisagent une carrière dans l'administration publique canadienne. Mais si la session sur les questions relatives à la participation et à la consultation publiques était élargie pour traiter le sujet du point de vue de la gestion du secteur public, elle pourrait très bien servir à initier ce dernier groupe au sujet. Il s'agit certainement d'un sujet que de nombreux fonctionnaires auraient intérêt à étudier.

Les cours sur l'administration urbaine et l'administration et la politique en Ontario sont clairement adaptés au contexte immédiat de l'expérience des étudiants et à leurs parcours professionnels probables, tandis que ceux qui traitent de la gestion financière, des relations entre syndicats et employeurs, de l'éthique et des questions de genre et d'équité sont essentiels pour tout étudiant qui envisage une carrière dans le secteur public.

Nous notons que le cours sur les « Défis éthiques et de gouvernance » apparaît sous le code PA 8211 « Sujets choisis ». Compte tenu de l'importance des questions éthiques dans l'administration publique, nous espérons qu'il deviendra une partie intégrante du programme d'études. La discussion sur les « Frontières changeantes » dans le cours PA 8209 est un élément utile du programme d'études, qui tend à être ignoré dans de nombreux programmes d'administration publique.

Du point de vue de la gestion, le programme doit être renforcé. On a tendance à plonger les étudiants dans les questions les plus complexes de la gouvernance et de la gestion, telles que celles qui tournent autour de la gouvernance urbaine, du genre et de l'équité, sans leur avoir d'abord fourni de solides connaissances de base sur la manière dont les gouvernements sont officiellement organisés, sur les pouvoirs qui leur sont conférés par la législation et, à l'exception de la gestion financière, sur les processus de prise de décision et de gestion des ressources humaines. Les cours de base tentent de passer en revue certains de ces domaines, mais il est pratiquement impossible de leur rendre justice dans le cadre de cours semestriels déjà remplis de matières importantes et essentielles.

Un domaine qui pourrait être renforcé est celui de la mise en œuvre des politiques, en particulier avec un cours sur la gestion de projets. Une étude qui sera bientôt publiée par des chercheurs de l'université Dalhousie indique que les diplômés en administration publique de tout le pays ont constaté que :

« ... trois domaines ont souvent été mentionnés. Il s'agit des suivants :

- (1) Une plus grande importance accordée aux composantes plus pratiques du programme MPA;
- (2) La nécessité d'une plus grande diversité dans les cours de gestion de projets et de programmes;
- (3) Une aide dans le processus de préparation au marché du travail.

Il est nécessaire de revoir les cours fondamentaux et d'en séparer les cours supplémentaires sur la structure et l'organisation du gouvernement, la gestion des ressources humaines et l'utilisation de méthodes quantitatives dans l'élaboration et la gestion des politiques.

Enfin, nous notons que Ryerson, à l'instar de nombreux autres programmes canadiens en administration publique, ne propose aucun cours dans le domaine du droit administratif et de la réglementation.

Ryerson bénéficie de nombreux avantages en tant qu'institution majeure dans l'environnement urbain le plus diversifié de l'environnement urbain le plus diversifié du Canada. Nous suggérons à l'université de s'appuyer sur ces avantages afin de donner au programme d'administration publique une place unique parmi les programmes disponibles dans ce pays. Par exemple, le cours sur la gouvernance urbaine est une excellente introduction à ce domaine, mais il serait possible d'en faire beaucoup plus pour exposer les étudiants aux questions relatives à l'organisation du gouvernement urbain et à la gestion des ressources humaines et financières qui se posent aux gouvernements classés comme « subordonnés ».

Il existe une forte orientation, compréhensible, vers les questions qui concernent la région du Grand Toronto. Nous nous demandons toutefois s'il ne faudrait pas accorder davantage d'attention aux institutions et aux questions nationales et fédérales, en particulier celles qui concernent la place du Québec au Canada, le régionalisme, les affaires autochtones, etc. Peut-être ces sujets reçoivent-ils moins d'attention à Ryerson parce que les étudiants s'y intéressent moins qu'à la diversité, aux droits, à l'administration municipale, etc. Mais cette orientation explique-t-elle le fait que relativement peu de diplômés semblent trouver du travail au niveau national ?

La déclaration d'objectifs du programme indique qu'il est conçu pour répondre aux besoins des étudiants « qui envisagent une carrière dans les secteurs public, parapublic et tertiaire ». Elle suggère ensuite que l'un des objectifs du programme d'études est de permettre aux étudiants de comprendre les relations entre les secteurs public, privé et tertiaire (y compris les secteurs parapublic, bénévole et à but non lucratif) dans la mesure où elles ont une incidence sur le monde des politiques publiques et de l'administration. Il s'agit là d'un excellent objectif qui mérite d'être soutenu et encouragé.

À l'heure actuelle, il ne semble pas y avoir de cours consacré à ces secteurs parapublic, bénévole et à but non lucratif, bien que certains thèmes pertinents apparaissent dans les cours sur les cours sur les politiques publiques et les « frontières changeantes ». Cependant, ces cours se concentrent presque exclusivement sur la question de la privatisation, qui, bien qu'importante, n'est en aucun cas le seul aspect de la gestion du tiers secteur qui devrait être abordé par les étudiants souhaitant faire carrière dans des groupes d'intérêt ou des organisations bénévoles. Très peu d'attention a été accordée à cette partie du domaine de l'administration publique au Canada, et Ryerson pourrait se tailler une place importante pour son programme s'il était en mesure d'élargir son offre dans ce domaine.

Plusieurs membres clés du corps professoral possèdent une expérience dans le tiers secteur, mais, à l'exception de quelques lectures (et sans doute de discussions) dans certains cours, ils ne semblent pas tirer parti de cette expérience pour proposer des cours spécifiques. Par exemple, il existe un besoin manifeste de cours consacrés à la gestion des organisations de ce secteur. Parmi les autres enjeux, on retrouve les problèmes liés à la gestion des ressources humaines : comment des organisations relativement petites peuvent-elles offrir à leurs employés des perspectives d'avancement, des avantages sociaux appropriés et des milieux de travail susceptibles d'attirer des personnes très talentueuses? L'organisation et la structure sont également des aspects importants : les organismes sans but lucratif, comme les hôpitaux ou les grandes agences d'aide internationale, ont des enjeux structurels et organisationnels très différents de ceux du gouvernement, mais aussi de ceux des petites organisations bénévoles. Il y a ensuite les enjeux qui tournent autour des relations entre le personnel et les bénévoles.

Enfin, tout étudiant intéressé par une carrière dans le tiers secteur devrait se familiariser avec le rôle que jouent les groupes d'intérêt dans les processus politiques et la manière dont la capacité politique de ces derniers est développée et exploitée. Les cours axés sur ces thèmes seraient attrayants pour les personnes qui travaillent déjà dans le tiers secteur, ainsi que pour les étudiants qui envisagent de se lancer dans ce domaine.

Faculté

Afin d'apprécier la force émergente du corps professoral, il convient de rappeler que l'université Ryerson n'a commencé à proposer des programmes d'études supérieures qu'à la fin des années 1990. Avant le lancement du programme de maîtrise en politique publique et administration à l'automne 2005, la plupart des membres du corps professoral associés à ce diplôme avaient peu d'occasions d'acquérir de l'expérience en matière de supervision de cycles supérieurs. Les données relatives au nombre de supervisions de mémoires et de thèses achevées et en cours par les membres du corps professoral (tableaux 3A et 3B, vol. 1, pp. 25-29) révèlent une évolution très positive de la croissance. Les professeurs du programme de base ont considérablement élargi et approfondi leur implication dans la supervision.

Lors de la visite sur place, le comité a rencontré douze membres du corps professoral. Il a examiné leur domaine de spécialisation et leurs intérêts de recherche actuels. Bien que la plupart de ces informations figurent à l'annexe B du dossier présenté par Ryerson, les discussions et les mises à jour qui ont eu lieu lors de la réunion en personne ont été très utiles. Les professeurs étaient généralement jeunes et dynamiques, et très engagés dans la recherche. Leur liste de publications dans le domaine de l'enseignement des politiques publiques et de l'administration est bonne.

Le comité s'était interrogé sur l'expérience et la cohésion du corps professoral, étant donné que le programme n'en est qu'à sa 3^e année. Comme indiqué précédemment, les professeurs ont rappelé au comité que l'Université Ryerson a quarante-cinq ans d'expérience dans le domaine de l'administration publique au niveau du premier cycle ; elle développe également un programme de doctorat en politique et administration publiques qui sera lancé en 2009. Nous avons la forte impression que le corps professoral du programme est à l'écoute des besoins du programme et que nous pouvons nous attendre à ce que cette implication s'étende à l'ensemble du corps professoral à l'avenir.

Nous avons constaté que le corps professoral entretenait de bons réseaux avec les milieux provinciaux et municipaux ainsi qu'avec les secteurs de l'immigration, du logement et de l'établissement. Les contacts avec le gouvernement fédéral prennent de plus en plus d'importance.

Nous avons l'impression que le corps professoral est cohésif, solidaire et bien équilibré, avec un certain nombre d'anciens praticiens dans ses rangs. Le Dr Patrice Dutil a résumé leur travail comme un équilibre entre « l'artisanat et l'érudition ». Le comité est d'accord.

Étudiants

Au départ, le comité s'inquiétait du fait que la note minimale requise pour être admis au programme était une moyenne de B. Comme nous l'avons découvert lors de notre visite sur place, cela n'est pas tout à fait exact. Compte tenu de la nature compétitive du programme, la note minimale requise est en fait B+. Les professeurs ont indiqué que d'autres écoles, telles que l'université Harvard, exigent une moyenne minimale de B afin de tenir compte de circonstances exceptionnelles qui pourraient autrement exclure des candidats exceptionnels. La note minimale de B, en particulier pour les étudiants à temps partiel, donne au programme une certaine souplesse pour prendre en compte les antécédents, les publications, les références et l'expérience.

Un autre aspect de la population étudiante qui ne ressortait pas de la documentation écrite était la combinaison unique d'étudiants à temps partiel et à temps plein. Les cours sont programmés en fin d'après-midi (14 h à 17 h) et en soirée (18 h à 21 h) afin de s'adapter aux étudiants à temps partiel. Sur les 33 étudiants d'une classe, 22 sont des étudiants à temps plein (durée d'un an) et 11 sont des étudiants à temps partiel (durée de 2 à 3 ans). Ce ratio de 2 pour 1 semble être optimal. La présence des étudiants à temps partiel semble enrichir considérablement la classe pour les étudiants à temps plein. Elle permet également de créer un réseau utile pour trouver un emploi après l'obtention du diplôme. À moins que nous ayons mal compris, une classe de 33 étudiants est trop grande.

Nous considérons que les taux de rétention et d'achèvement du programme se situent dans la fourchette normale des programmes dans ce domaine. Au cours des trois années d'existence du programme, cinq étudiants à temps plein et deux étudiants à temps partiel se sont retirés. Les 22 étudiants à temps plein entrés en 2005 ont tous obtenu leur diplôme en six semestres ; 26 des 32 étudiants entrés en 2006 ont terminé leurs études en six semestres ; trois ont poursuivi leurs études et trois se sont retirés. Les données pour le semestre se terminant au printemps de l'année en cours n'ont pas été fournies. Sur les 27 étudiants à temps partiel inscrits au cours de ces deux années, cinq ont obtenu leur diplôme, deux se sont retirés et les autres étaient toujours inscrits au programme en 2007-2008. (Voir vol. 1, p. 55-57.)

Le comité a rencontré une vingtaine d'étudiants du programme MAPP, à temps plein et à temps partiel. Nous avons passé en revue le processus d'accréditation CAPPA, puis avons demandé à chacun d'entre eux de nous faire part de leurs observations et conseils. Leurs commentaires ont été francs et pertinents. Les enseignants ont été priés de quitter la salle.

Les étudiants ont commenté l'équilibre entre les 2/3 d'étudiants à temps partiel et le 1/3 d'étudiants à temps plein. À l'exception d'un étudiant (à temps plein), les autres ont estimé que cela permettait d'atteindre un équilibre entre la théorie et la pratique. Les étudiants à temps plein avaient accès aux connaissances actuelles de la littérature et des théories en sciences politiques et sociales, tandis que les étudiants à temps partiel apportaient à la classe une vision réaliste des pratiques en vigueur aujourd'hui dans les services publics. Le seul étudiant dissident estimait que cela ralentissait la classe ; il préférerait une classe plus homogène, composée soit uniquement d'étudiants à temps plein, soit uniquement d'étudiants à temps partiel. S'il s'agit là d'une tension, il est difficile de savoir dans quelle mesure elle est unique ou répandue.

Le travail en groupe était considéré comme un élément essentiel du programme. Cela reflète le fait qu'une grande partie des activités au sein du gouvernement se déroule dans le cadre de comités. La plupart des étudiants estimaient qu'il serait utile d'avoir davantage de cours et de travaux de groupe liés aux organisations à but non lucratif.

En général, les étudiants que nous avons rencontrés ont trouvé l'administration du programme très réactive, pratique et solidaire.

La question du streaming a été abordée. De nombreux programmes de MPA proposent du streaming ou se spécialisent dans des domaines tels que la politique sociale, les soins de santé, la politique économique, les options autochtones, etc. Ce n'est pas le cas de Ryerson. Les étudiants que nous avons rencontrés ont préféré l'approche généraliste, étant donné la courte durée du programme et le fait que la formation générale reçue augmente leurs possibilités d'emploi.

Ryerson possède une culture d'activisme social qui était certainement soutenue dans le programme. Les étudiants ont exprimé leur aspiration à « faire la différence » dans l'organisation où ils finiront par travailler. Un étudiant a caractérisé l'orientation pratique du programme. Les diplômés sont « prêts à l'emploi » et prêts à contribuer aux services publics du Canada.

Tout cela est louable et mérite d'être soutenu. Cependant, il existe un risque d'insularité qui accompagne l'activisme social ou tout autre engagement normatif de ce type. Pour le dire sans détour, lire Gramsci est une bonne chose, mais son œuvre devient d'autant plus difficile à appréhender lorsqu'on la lit parallèlement à la riche littérature sur l'expérience des politiques publiques et de l'administration socialistes en Europe de l'Est, à Cuba et en Chine, lorsqu'on la lit parallèlement aux ouvrages classiques sur l'administration publique démocratique et les politiques publiques tels que ceux de James Q. Wilson, Vincent Ostrom et Alexis de Tocqueville, ou lorsqu'on la lit parallèlement aux ouvrages retraçant l'expérience du socialisme et du capitalisme dans les Prairies canadiennes. Peut-être les étudiants devraient-ils être davantage exposés aux dilemmes créés par une culture d'activisme social pour une carrière dans la fonction publique.

Soutien de l'université au programme

Le comité s'est intéressé au soutien apporté par l'université au programme. Compte tenu de la nouveauté du programme et des problèmes liés à l'espace et aux installations mentionnés dans les commentaires des étudiants dans les documents écrits soumis, le comité a souhaité évaluer la position de l'université à l'égard du programme. Les membres du comité ont rencontré Carla Cassidy, doyenne de la faculté des arts, et Maurice Yeates, doyen de l'école des étudiants diplômés.

Comme l'a exprimé le doyen Yeates, « le soutien à l'école est solide comme le roc ». Il a indiqué que le programme correspondait parfaitement à l'orientation générale de Ryerson en matière de carrière. La proximité des grands services publics provinciaux (67 000), de la ville de Toronto (43 000) et des organisations fédérales à but non lucratif crée un vaste marché dans la région de Toronto, garantissant des candidats de qualité. Les concurrents dans la région de Toronto sont l'Université de Toronto et l'Université York, qui accueillent environ 250 étudiants par an. L'Université Ryerson vise à accueillir 30 à 40 étudiants par an, qui peuvent très facilement être absorbés par le marché local et seraient bien sûr disponibles à l'échelle nationale et internationale.

Les frais de scolarité de Ryerson sont alignés sur ceux de l'Université de Toronto, soit 7 500 \$. Environ 24 % des étudiants de Ryerson sont des immigrants. L'université se présente comme accessible et plus orientée vers la carrière que ses concurrents.

Les deux doyens interrogés ont un lien avec le département de politique et d'administration publique. Le doyen Cassidy a dirigé le programme de premier cycle en administration publique et Dean Yeates était doyen des études supérieures à l'université Queen's lorsque l'École d'études politiques a été créée. Le monde est petit!

Installations

Le comité a constaté l'excellence des installations, des salles de classe et des bureaux. Cependant, les étudiants sont dispersés, ce qui réduit la synergie qui découle du fait d'être regroupés au même endroit. Les étudiants, les professeurs et l'administration ont convenu que le programme devrait être regroupé en un seul endroit, dans un seul bâtiment. Compte tenu de la croissance sans précédent de Ryerson et de son emplacement urbain, le programme devra relever le défi constant de regrouper et d'établir un seul emplacement pour les professeurs et les étudiants.

Conclusion

Le Comité d'examen formule la recommandation suivante au conseil d'accréditation de l'ACPAP :

Le Comité d'examen recommande à l'unanimité que le programme de maîtrise ès arts en politique publique et administration de l'Université Ryerson obtienne l'accréditation pour une durée totale de sept ans.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Vic Pakalnis, Paul Pross, Filippo Sabetti (président)

12 août 2008